

A
V
E

W
B
V

Association Valaisanne des Entrepreneurs

A
V
E

W
B
V



Statuts
Edition
2002



**Association Valaisanne
des Entrepreneurs**

STATUTS
Edition 2002

Table des matières

| | Page |
|---|------|
| Raison sociale, personnalité juridique et siège | 4 |
| Article premier | 4 |
| Buts et moyens | 5 |
| Art. 2 Buts | 5 |
| Art. 3 Moyens | 5 |
| Sociétariat, droits et obligations des membres | 6 |
| Art. 4 Conditions d'admission | 6 |
| Art. 5 Demande | 6 |
| Art. 6 Droits et obligations | 6 |
| Art. 7 Accords particuliers | 6 |
| Art. 8 Perte de la qualité de membre | 6 |
| Art. 9 Membres libres | 7 |
| Art. 10 Membres d'honneur | 7 |
| Art. 11 Démission | 7 |
| Art. 12 Pénalités | 7 |
| Art. 13 Exclusion | 7 |
| Dispositions financières | 8 |
| Art. 14 Finance | 8 |
| Art. 15 Cotisations | 8 |
| Art. 16 Suites juridiques de la perte de la qualité de membre | 8 |
| Organes | 9 |
| Art. 17 Généralités | 9 |
| Art. 18 Assemblée générale | 9 |
| Art. 19 Sessions extraordinaires | 9 |
| Art. 20 Convocations | 9 |
| Art. 21 Délibérations et droit de vote | 9 |
| Art. 22 Compétences des assemblées générales | 10 |
| Art. 23 Comité | 10 |
| Art. 24 Signature | 11 |
| Art. 25 Attributions | 11 |
| Art. 26 Séances et délibérations | 12 |
| Art. 27 Groupements régionaux | 12 |
| Art. 28 Organe de contrôle | 12 |
| Tribunal arbitral | 13 |
| Art. 29 | 13 |
| Dissolution et liquidation | 14 |
| Art. 30 | 14 |
| Entrée en vigueur et approbation | 15 |
| Art. 31 | 15 |
| Art. 32 | 15 |

Raison sociale, personnalité juridique et siège

Article premier

1. L'Association Valaisanne des Entrepreneurs du Bâtiment et du Génie civil (appelée ci-après AVE) est une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.
2. Son siège est à Sion et sa durée illimitée.
3. Elle est inscrite au Registre du commerce.

Buts

Moyens

Buts et moyens

Art. 2

1. L'AVE a pour but de grouper les entrepreneurs du bâtiment et du génie civil exerçant une activité dans le canton du Valais.
2. Elle défend les intérêts professionnels de ses membres en matière technique, économique, juridique, administrative et législative.
3. Elle n'a pas, comme telle, de but lucratif.

Art. 3

1. L'AVE est une section de la Société Suisse des Entrepreneurs (appelée ci-après SSE). Elle peut s'affilier à des organisations professionnelles ou économiques régionales ou collaborer à la sauvegarde de leurs intérêts.
2. L'AVE s'efforce de développer chez ses membres l'esprit de fraternité et de loyauté.
3. L'AVE peut entreprendre toutes les démarches utiles pour défendre les intérêts communs des membres, notamment auprès des Tribunaux compétents.
4. L'AVE peut conclure des contrats et des conventions collectives de travail et, au besoin, établir des règlements et des normes. Les conventions collectives de travail conclues par l'AVE peuvent prévoir l'exécution commune au sens de l'article 357b, al. 1, lettre c du Code des Obligations. Sauf disposition contraire expresse, contrats, règlements et normes lient chaque membre.

Sociétariat, droits et obligations des membres

Art. 4

1. Peuvent être admises comme membres les personnes physiques ou morales qui ont leur siège ou une succursale dans le canton, sont inscrites au Registre du Commerce et exploitent une entreprise de construction (bâtiment ou génie civil), une entreprise ou une association professionnelle apparentée à la construction, une carrière ou une gravière.
2. Celui qui acquiert un membre en reprend provisoirement les droits et obligations. Par requête écrite dans les six mois qui suivent le transfert et en cas d'acceptation, l'appartenance à l'AVE ne subit pas d'interruption. A l'échéance de ce délai, le privilège du successeur s'éteint.

Art. 5

1. La demande d'admission doit être présentée, par écrit, au secrétariat de l'AVE.
2. Le comité statue sur les demandes, sous réserve de ratification par l'assemblée générale de l'AVE et par la SSE.
3. Tout membre de l'AVE est d'office membre de la SSE.

Art. 6

1. Tous les membres ont les mêmes droits et obligations. Ils sont tenus d'exercer leurs droits et de remplir leurs obligations selon les règles de la bonne foi.
2. Ils saisiront l'AVE de tout ce qui pourrait intéresser la profession.
3. La fortune de l'association répond seule de ses engagements. Toute responsabilité personnelle des membres est exclue.

Art. 7

Les membres s'abstiendront de conclure séparément des accords avec des organisations ouvrières ou leurs représentants.

Art. 8

La qualité de membre de l'AVE se perd par décès, cessation d'activité, radiation de la raison sociale, démission, exclusion ou par déchéance des droits de membre par la SSE, sous réserve de l'article 9.

Membres libres

Art. 9

Les membres se retirant des affaires mais désirant rester affiliés, peuvent être nommés «membres libres» par le comité. Ils s'acquitteront de la cotisation annuelle de Fr. 200.—. Les membres ayant fait partie de l'AVE durant 20 ans et plus seront libérés de tout paiement.

Membres d'honneur

Art. 10

1. Sur proposition du comité, l'assemblée générale peut nommer membres d'honneur les personnes ayant rendu d'éminents services à l'association. Les membres d'honneur peuvent assister aux assemblées générales avec voix consultative.
2. Sur proposition du comité, l'assemblée générale peut nommer président d'honneur un ancien président qui, par son engagement, a contribué notablement au développement et à la pérennité de l'AVE.

Démission

Art. 11

Toute démission doit être notifiée par écrit au secrétariat de l'AVE six mois à l'avance et pour la fin d'une année civile, le timbre postal faisant foi.

Pénalités

Art. 12

Les membres qui agiraient à l'encontre des dispositions des statuts et règlements, qui ne se conformeraient pas aux décisions, instructions et prescriptions des organes de l'AVE ou qui porteraient atteinte à ses intérêts, peuvent être frappés d'une amende allant de Fr. 100.— à Fr. 10 000.—. L'art. 13 reste réservé.

Exclusion

Art. 13

1. L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des votants. Elle est communiquée à l'intéressé par lettre recommandée, avec indication des motifs.
2. Le membre exclu peut recourir, dans les trois mois à dater de la communication de la décision, devant le tribunal arbitral prévu à l'art. 29.

Dispositions financières

Art. 14

les nouveaux membres paient une finance d'entrée dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale de printemps.

Art. 15

1. Chaque membre est astreint au versement d'une cotisation annuelle.
2. Le montant de la cotisation annuelle est fixé en % des salaires payés par chaque membre selon les décomptes remis à la CAFIB, CAISSE VALAISANNE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT pour toutes les personnes ayant été employées au cours de l'année précédente.
3. Pour permettre l'application pratique du mode de perception précité, chaque membre autorise la CAFIB à donner connaissance à l'AVE de ses décomptes établis régulièrement pour le versement des contributions et le remboursement des allocations versées. Restent réservés les art. 9 et 15 al. 4.
4. La cotisation annuelle minimum est de Fr. 200.—.
5. S'il s'agit d'entreprises venant de se fonder, la somme des salaires de l'année courante est déterminante.
6. L'obligation de verser une cotisation sur la base de la somme des salaires s'étend aussi aux travaux que les membres exécutent en commun avec d'autres membres SSE ou avec des entreprises étrangères à la SSE, et cela quelle que soit la forme juridique de la communauté d'entreprises.
7. La part des entreprises étrangères à la SSE peut être déduite de la somme totale des salaires versés par le consortium.
8. Les cotisations sont destinées à couvrir les dépenses résultant des activités de l'AVE.
9. Si les pièces justificatives nécessaires au calcul de la cotisation annuelle ne sont pas fournies, la somme des salaires est fixée par estimation qui lie le membre.

Art. 16

1. La perte de la qualité de membre exclut toutes prétentions vis-à-vis de l'AVE et tous droits à sa fortune.
2. Le membre reste tenu à toutes les obligations financières qui lui incombaient conformément aux statuts et règlements en vigueur durant son affiliation.

Organes

Art. 17

Les organes de l'AVE sont:

1. l'assemblée générale
2. Le comité
3. L'organe de contrôle

Art. 18

1. L'assemblée générale est l'organe suprême de l'AVE.
2. L'assemblée générale ordinaire est convoquée deux fois l'an; une fois au printemps et une fois en automne.

Art. 19

1. L'assemblée générale siège à titre extraordinaire toutes les fois que le comité le juge nécessaire,
2. Sur requête écrite et motivée d'un cinquième des membres, de même qu'à la demande de l'organe de contrôle, le comité doit convoquer une assemblée générale.

Art. 20

1. Le secrétariat convoque l'assemblée générale sur ordre du comité. La convocation doit être expédiée au moins 14 jours à l'avance, sauf cas d'urgence; elle mentionne le lieu, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée.
2. Elle reproduira la teneur des propositions concernant soit la modification des statuts, règlements, normes et conventions, soit la dissolution de l'AVE.

Art. 21

1. L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets figurant à l'ordre du jour. Les membres qui désirent y faire inscrire un objet doivent le soumettre au comité par écrit au moins 10 jours avant l'assemblée.
2. L'assemblée peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents. Elle statue à la majorité absolue des votants et, en matière d'élections, à la majorité relative au second tour. Les art. 13 et 30 sont réservés.

3. En règle générale, l'assemblée vote à main levée; elle vote au bulletin secret si $\frac{1}{5}$ des membres au moins le demandent.
4. Chaque membre a une voix, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale.
5. La représentation est autorisée par la production d'une procuration.

Art. 22

- 1 Toutes les propositions et décisions du comité peuvent être soumises soit à l'assemblée de printemps, soit à celle d'automne.
- 2 Les assemblées générales ont les compétences suivantes:
 - approuver les procès-verbaux des assemblées générales;
 - approuver la gestion, les comptes annuels et le budget et en donner décharge au comité;
 - fixer la finance d'entrée et la cotisation annuelle;
 - élire les membres du comité et le président;
 - élire l'organe de contrôle;
 - approuver la nomination des délégués proposés par le comité cantonal au sein d'organes de la SSE, ainsi que leurs suppléants;
 - nommer les membres d'honneur;
 - ratifier les décisions du comité dans les cas expressément prévus par les statuts;
 - statuer sur l'exclusion d'un membre;
 - adopter les règlements et normes de caractère général;
 - statuer sur les propositions du comité et sur les propositions individuelles;
 - modifier les statuts;
 - statuer sur la dissolution et la liquidation de l'AVE.

Art. 23

1. Le comité se compose d'un président, de deux vice-présidents et de six assesseurs. Il se constitue lui-même, à l'exception du président nommé par l'assemblée générale.
2. Les membres du comité se répartissent comme suit:
 - 3 pour le Haut-Valais
 - 3 pour le Valais central
 - 3 pour le Bas-ValaisAinsi, les trois régions du canton sont équitablement représentées.

3. Ne sont éligibles au comité cantonal de l'AVE que les chefs d'entreprises de construction en activité ou les personnes exerçant une fonction dirigeante dans une entreprise membre.
4. Les membres du comité sont élus pour une période de 4 ans. Ils sont rééligibles. La durée du mandat est de 12 ans au maximum. Si un membre du comité est nommé président en cours de période, la durée maximale totale de son mandat est de 16 ans. En cas de vacances, une élection complémentaire aura lieu lors de la prochaine assemblée générale.
5. Les membres du comité et des commissions sont tenus de se démettre de leurs fonctions lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans révolus.

Art. 24

L'association est engagée par la signature collective du président ou de l'un des vice-présidents et du secrétaire général ou son adjoint. En cas d'empêchement majeur du président ou du secrétaire général, l'un des vice-présidents le remplacera.

Signature

Attributions

Art. 25

1. Le comité est l'organe exécutif de l'AVE. Il est secondé dans sa tâche par un secrétaire général.
2. Il a notamment pour attributions:
 - d'exécuter les décisions des assemblées générales;
 - de régler les affaires qui ne relèvent pas expressément des assemblées générales;
 - de conclure des conventions collectives de travail;
 - de conclure toutes conventions à caractère social, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale;
 - d'instituer des commissions de travail;
 - de présenter annuellement à l'assemblée générale de printemps le budget et un rapport sur sa gestion;
 - de fixer le mode de représentation de l'AVE à l'égard des tiers;
 - d'infliger des amendes prévues à l'art. 12;
 - de statuer sur les demandes d'admission;
 - de nommer les membres libres;
 - de proposer la radiation ou l'exclusion d'un membre;
 - de veiller à ce que chaque membre respecte les dispositions des statuts, règlements, accords et conventions collectives.
3. Le président organise et dirige le travail du comité. Il préside l'assemblée générale.

4. Le comité nomme un secrétaire général ou un comité de direction à qui il fixe un cahier des charges.
5. Le nouveau comité de l'AVE entre en fonction au lendemain de sa nomination.

Art. 26

1. Le comité siège toutes les fois que les affaires l'exigent, mais au moins six fois par an.
2. Le président fait convoquer le comité soit de son propre chef, soit à la demande de deux membres du comité ou de l'organe de contrôle.
3. Le comité délibère moyennant la présence de six de ses membres au moins. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Art. 27

1. Pour assurer la réalisation de certains buts de l'AVE, les membres peuvent s'organiser en groupements régionaux.
2. La direction de ces groupements régionaux sera obligatoirement assurée par un membre du comité de l'AVE.
3. Le secrétariat des groupements régionaux est assuré par le secrétariat de l'AVE.
4. Les décisions que pourraient prendre ces groupements ne peuvent, en aucun cas, être contraires à la réalisation des buts poursuivis par l'AVE et l'exécution des mesures et directives qu'elle prescrit.

Art. 28

L'organe de contrôle se compose de deux vérificateurs des comptes, choisis parmi les membres, et d'un bureau fiduciaire. Il vérifiera les comptes annuels et présentera à l'assemblée générale de printemps un rapport écrit relatant ses constatations et contenant une proposition quant à l'approbation des comptes.

Tribunal arbitral

Art. 29

1. Seront soumis à un tribunal arbitral tous les conflits et contestations qui pourraient s'élever à propos de l'application des présents statuts, règlements, prescriptions, décisions, normes et instructions qui en découlent, notamment les recours contre les amendes prononcées par le comité, à condition qu'elles aient été payées jusqu'à concurrence de Fr. 1000.—.
2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. Le président est nommé, pour une durée de quatre ans, par le président du tribunal cantonal. Il est rééligible. Les deux autres arbitres sont choisis parmi les membres et sont désignés l'un par le demandeur, l'autre par le défendeur.
3. Si l'une ou l'autre des parties ne désigne pas son arbitre dans le délai qui lui est imparti à cet effet par le président, le choix en incombe au président du tribunal cantonal (cf. art. 314 Code de procédure civile valaisan). Les parties peuvent toutefois convenir que le président fonctionne comme juge unique.
4. Le for est à Sion.
5. Le tribunal arbitral décide, dans chaque cas, de la procédure à appliquer. Il ne peut toutefois refuser d'entendre les parties. Dans la règle, il est procédé à une tentative de conciliation. Les sentences du tribunal arbitral sont sans appel.
6. Le tribunal arbitral a son siège au domicile de son président.
7. Le tribunal arbitral peut prononcer les peines suivantes:
 - le blâme;
 - l'amende jusqu'à Fr. 10 000.—
8. En cas de plainte téméraire, les mêmes peines peuvent être appliquées au plaignant.
9. Les amendes sont versées à la caisse de l'AVE. Leur produit peut, exceptionnellement, servir à indemniser le ou les membres ayant subi un préjudice par le fait du ou des coupables.
10. Le tribunal arbitral peut se prononcer sur l'exclusion prévue à l'art. 13.
11. Les plaintes, réclamations ou recours doivent être déposés dans le délai de 30 jours. L'action se prescrit par une année à partir du moment où la partie lésée a eu ou devrait avoir eu connaissance des faits ou décisions dont elle se plaint. Sont toutefois réservées les dispositions légales impératives qui prévoient des délais plus longs.

Dissolution et liquidation

Art. 30

1. Hors les cas prévus par la loi, l'AVE ne peut être dissoute qu'à la majorité des deux tiers de tous les membres présents lors d'une assemblée générale convoquée spécialement à cet effet.
2. La fortune nette de l'AVE sera répartie entre les membres au prorata des cotisations versées pendant les dix dernières années d'existence de l'AVE.

14

Entrée en vigueur

Approbation

Entrée en vigueur et approbation

Art. 31

les présents statuts ont été acceptés par l'assemblée générale de l'AVE le 4 octobre 2002.

Ils entrent en vigueur le 4 octobre 2002 et remplacent les statuts du 10 octobre 1982, modifiés les 29 novembre 1985, 8 novembre 1991 et 6 novembre 1993.

Art. 32

Conformément à l'art. 34.2.8. des statuts de la Société Suisse des Entrepreneurs, les présents statuts ont été approuvés par le comité central de la Société Suisse des Entrepreneurs le 11 décembre 2002.

ASSOCIATION VALAISANNE DES ENTREPRENEURS

Charly SIERRO

Président

Serge METRAILLER

Secrétaire général

SOCIÉTÉ SUISSE DES ENTREPRENEURS

Heinz PLETSCHER

Président central

Daniel LEHMANN

Directeur

En cas de divergences entre le texte français et le texte allemand des présents statuts, la version française fait foi.



WBV BAU

Walliser Baumeisterverband



Statuten

**Auflage
2002**





**Walliser
Baumeisterverband**

STATUTEN
Auflage 2002

Inhalt

| | Seite |
|--|-------|
| Name, Rechtsform, Sitz | 3 |
| Artikel 1 | 3 |
| Zweck und Aufgaben | 4 |
| Art. 2 Zweck | 4 |
| Art. 3 Aufgaben | 4 |
| Mitgliedschaft, Rechte und Pflichten der Mitglieder | 5 |
| Art. 4 Aufnahmebedingungen | 5 |
| Art. 5 Aufnahmegeruch | 5 |
| Art. 6 Rechte und Pflichten der Mitglieder | 5 |
| Art. 7 Besondere Vereinbarungen | 5 |
| Art. 8 Verlust der Mitgliedschaft | 6 |
| Art. 9 Freimitglieder | 6 |
| Art. 10 Ehrenmitglieder | 6 |
| Art. 11 Austritt | 6 |
| Art. 12 Sanktionen | 6 |
| Art. 13 Ausschluss | 7 |
| Finanzielle Bestimmungen | 8 |
| Art. 14 Eintrittsgebühr | 8 |
| Art. 15 Beiträge | 8 |
| Art. 16 Rechtsfolgen beim Verlust der Mitgliedschaft | 9 |
| Verbandsorgane | 10 |
| Art. 17 Allgemeines | 10 |
| Art. 18 Generalversammlung | 10 |
| Art. 19 Ausserordentliche Versammlungen | 10 |
| Art. 20 Einberufung | 10 |
| Art. 21 Beschlussfassung und Stimmberechtigung | 10 |
| Art. 22 Befugnisse der Generalversammlung | 11 |
| Art. 23 Vorstand | 11 |
| Art. 24 Unterschrift | 12 |
| Art. 25 Befugnisse | 12 |
| Art. 26 Sitzungen und Beschlussfassungen | 13 |
| Art. 27 Regionalgruppen | 13 |
| Art. 28 Kontrollstelle | 13 |
| Schiedsgericht | 14 |
| Art. 29 | 14 |
| Auflösung | 15 |
| Art. 30 | 15 |
| Inkrafttreten | 16 |
| Art. 31 - Inkrafttreten | 16 |
| Art. 32 - Genehmigung | 16 |

Name, Rechtsform, Sitz

Artikel 1

- Der Walliser Baumeisterverband des Hoch- und Tiefbaugewerbes (WBV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 ff des schweizerischen Zivilgesetzbuches.
- Der Sitz des WBV ist in Sitten und seine Dauer ist unbegrenzt.
- Der WBV ist im Handelsregister eingefragt.

Zweck und Aufgaben

Art. 2

1. Der WBV bezieht die Baumeister des Hoch- und Tiefbaus, die ihre Tätigkeit im Kanton Wallis ausüben, zu vereinigen.
2. Er ist gehalten, die beruflichen Interessen seiner Mitglieder in technischen, wirtschaftlichen, rechtlichen und betriebsorganisatorischen Belangen sowie gegenüber den Behörden zu wahren.
3. Der WBV als solcher bezieht keinen Gewinn.

Art. 3

1. Der WBV ist eine Sektion des Schweizerischen Baumeisterverbandes (SBV). Er kann sich an regionale, berufliche und wirtschaftliche Gruppen anschliessen oder zur Wahrung deren Interessen mitwirken.
2. Der WBV bemüht sich, den Geist der kollegialen Zusammengehörigkeit zu fördern.
3. Der WBV kann alle notwendigen Schritte zur Verteidigung gemeinsamer Mitgliederinteressen unternehmen, namentlich bei den zuständigen Gerichten.
4. Der WBV kann Abkommen und Gesamtarbeitsverträge abschliessen und wenn nötig Reglemente und Richtlinien erlassen. Die durch den WBV abgeschlossenen Gesamtarbeitsverträge können die gemeinsame Durchführung im Sinne von Artikel 357b, Abs. 1, Buchstabe c des OR vorsehen. Gesamtarbeitsverträge, Reglemente und Richtlinien sind für jedes Mitglied verbindlich, wenn keine ausdrückliche gegenseitige Verfügung besteht.

Zweck

Aufgaben

Mitgliedschaft, Rechte und Pflichten der Mitglieder

Art. 4

1. Als Mitglieder können dem WBV Einzelfirmen oder Gesellschaften, die ihren Sitz oder eine Zweigniederlassung im Kanton haben, im Handelsregister eingetragen sind und eine Tätigkeit als Bauunternehmung (Hoch- und Tiefbau), Steinbruchbetriebe und verwandte Produktionsbetriebe ausüben, einen Betrieb oder eine berufliche Interessengemeinschaft in der Bauwirtschaft bilden, angehören.
2. Der Geschäftsnachfolger eines Mitglieds tritt vorsorglich in die Rechte und Pflichten derselben ein. Bewirbt er sich innert sechs Monaten nach Übernahme des Geschäfts um die Aufnahme in den WBV und wird dem Gesuch entsprochen, erleidet die Mitgliedschaft keinen Unterbruch. Nach Ablauf dieser Frist erlischt das Privileg des Geschäftsnachfolgers.

Aufnahmebedingungen

Aufnahmegesuch

Rechte und Pflichten der Mitglieder

Besondere Vereinbarungen

Art. 5

1. Das Aufnahmegesuch muss schriftlich dem Sekretariat des WBV gestellt werden.
2. Der Vorstand entscheidet über die Aufnahme unter Vorbehalt der Bestätigung durch die Generalversammlung des WBV und den SBV.
3. Jedes Mitglied des WBV ist zugleich Mitglied des SBV.

Art. 6

1. Alle Mitglieder haben die gleichen Rechte und Pflichten. Sie sind verpflichtet, nach bestem Wissen und Gewissen ihre Rechte auszuüben und ihre Pflichten zu erfüllen.
2. Sie teilen dem WBV alle den Beruf interessierenden Vorkommnisse mit.
3. Für die Verbindlichkeiten des WBV haftet nur das Verbandsvermögen. Jede persönliche Haftung der Mitglieder ist ausgeschlossen.

Art. 7

Den Mitgliedern ist es untersagt, mit Arbeitnehmerorganisationen oder deren Vertretern separate Vereinbarungen abzuschliessen.

Art. 8

Die Mitgliedschaft erlischt durch Tod, Ausschluss, Löschung der Firma, Aufgabe des Geschäfts oder Verlustigerklärung durch den SBV. Vorbehalten bleibt Art. 9.

Art. 9

Die Mitglieder, die sich von ihrer Tätigkeit zurückziehen, aber im Verband verbleiben möchten, können vom Vorstand zu «Freimitgliedern» ernannt werden.

Diese bezahlen einen jährlichen Beitrag von Fr. 200.—. Mitglieder, die 20 Jahre und mehr dem WBV angehören, zahlen keinen Beitrag mehr.

Art. 10

1. Auf Antrag des Vorstandes kann die Generalversammlung Personen, die dem WBV hervorragende Dienste geleistet haben, zu Ehrenmitgliedern ernennen. Die Ehrenmitglieder können an den Generalversammlungen mit Stimmberechtigung teilnehmen.
2. Auf Antrag des Vorstandes kann die Generalversammlung einen Ehrenpräsident ernennen, der durch seinen Einsatz für die Entwicklung und Fortdauer des WBV bedeutend mitgewirkt hat.

Art. 11

Der Austritt aus dem WBV ist nur auf Ende des Kalenderjahres zulässig. Die Kündigung muss sechs Monate vorher durch eingeschriebenen Brief erfolgen. Datum des Poststempels ist gültig.

Art. 12

Mitglieder, die den Bestimmungen der Statuten und Reglemente zuwiderhandeln, den Beschlüssen, Weisungen und Anordnungen nicht nachkommen oder durch ihr Verhalten die Interessen des WBV schädigen, können mit einem Verweis oder einer Busse von Fr. 100.— bis Fr. 10 000.— bestraft werden. Artikel 13 bleibt vorbehalten.

Ausschluss

Art. 13

Wird der Ausschluss eines Mitgliedes notwendig, ist der Beschluss von der Generalversammlung mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen zu fassen. Der Beschluss ist dem ausgeschlossenen Mitglied mit eingeschriebenem Brief unter Angabe der Gründe mitzuteilen.

Dem betroffenen Mitglied steht innerhalb drei Monaten, nach Erhalt der Mitteilung des Beschlusses, die Beschwerde des unter Artikel 29 vorgesehenen Schiedsgerichtes offen.

Finanzielle Bestimmungen

Art. 14

Die neuen Mitglieder zahlen eine Eintrittsgebühr, deren Höhe jedes Jahr durch die Frühlingsgeneralversammlung festgesetzt wird.

Eintrittsgebühr

Beiträge

Art. 15

1. Jedes Mitglied ist zur Zahlung eines Jahresbeitrages verpflichtet.
2. Der Jahresbeitrag wird in % der von jedem Mitglied ausbezahlten Löhne erhoben. Als Grundlage gelten die der CAFIB, Walliser Familienzulagen-Kasse des Hoch- und Tiefbaugewerbes zugestellten Abrechnungen für alle im Vorjahr vom Mitglied beschäftigten Betriebsangestellten.
3. Um die praktische Anwendung des vorgenannten Erhebungsmodus zu erlauben, ermächtigt jedes Mitglied die CAFIB dem WBV von seinen Abrechnungen Kenntnis zu geben, welche regelmässig für die Zahlung der Beiträge und Rückerstattung der ausbezahnten Kinderzulagen erstellt werden. Vorbehalten bleiben Art. 9 und 15 Abs. 3.
4. Der minimale Jahresbeitrag ist auf Fr. 200.— festgesetzt.
5. Handelt es sich um neugegründete Firmen, ist die Lohnsumme des laufenden Jahres massgebend.
6. Die Beitragspflicht aufgrund der Lohnsumme besteht für die Mitglieder auch in bezug auf Arbeiten, die sie gemeinsam oder in Verbindung mit SBV-Mitgliedern oder Unternehmern, die dem SBV nicht angeschlossen sind, ausführen, unbeschadet der Rechtsform der Gemeinschaftsunternehmung.
7. Anteile von den SBV nicht angehörenden Firmen können von der Gesamtlohnsumme der Arbeitsgemeinschaft in Abzug gebracht werden.
8. Die Beiträge dienen zur Deckung der Ausgaben, welche durch die Tätigkeiten des WBV entstehen.
9. Werden die für die Berechnung des Jahresbeitrages nötigen Unterlagen nicht beigebracht, wird die beitragspflichtige Lohnsumme durch Schätzung festgesetzt. Diese ist für das Mitglied verbindlich.

Rechtsfolgen
beim Verlust
der Mitgliedschaft

Art. 16

1. Mitglieder, die aus dem WBV ausscheiden, verlieren mit diesem Zeitpunkt jeglichen Anspruch gegenüber dem WBV und auf das Verbandsvermögen.
2. Das ausscheidende Mitglied bleibt jedoch dem WBV für alle finanziellen Verpflichtungen haftbar, die nach Massgabe dieser Statuten und der geltenden Reglemente auf seine Mitgliedschaft entfallen.

Verbandsorgane

Art. 17

Die Organe des WBV sind:

1. Die Generalversammlung
2. Der Vorstand
3. Die Kontrollstelle

Art. 18

Die Generalversammlung ist das oberste Organ des WBV. Die ordentliche Generalversammlung wird zweimal im Jahr einberufen und zwar einmal im Frühjahr und einmal im Herbst.

Art. 19

1. Ausserordentliche Generalversammlungen finden statt, wenn der Vorstand es für nötig erachtet.
2. Auf begründetes Gesuch eines Fünftels der Mitglieder, oder auf Wunsch der Kontrollstelle, muss der Vorstand eine Generalversammlung einberufen.

Art. 20

1. Die Generalversammlung wird durch das Sekretariat, im Auftrage des Vorstandes, eingeladen. Die Einberufung erfolgt, ausser in dringenden Fällen, mindestens 14 Tage im voraus und unter Angabe des Ortes und Datums, der Zeit und der Tagesordnung.
2. Die Einladung enthält die Bekanntgabe der Vorschläge über Änderungen von Statuten, Reglementen, Richtlinien oder Abkommen, oder die Auflösung des WBV.



2. Die Generalversammlung ist unabhängig von der Zahl der anwesenden Mitglieder beschlussfähig. Sie fasst ihre Beschlüsse mit dem absoluten Mehr der abgegebenen Stimmen und bei Wahlen mit dem relativen Mehr im zweiten Wahlgang. Art. 13 und 30 bleiben vorbehalten.
3. Im allgemeinen wird offen gestimmt. Auf Verlangen von mindestens $\frac{1}{5}$ Mitgliedern wird geheime Wahl beschlossen.
4. Jedes Mitglied, auch Firmen mit mehreren Teilhabern, hat nur eine Stimme.
5. Die Vertretung durch Hinterlegung einer Vollmacht ist zugelassen.

Art. 22

1. Alle Vorschläge und Beschlüsse des Vorstandes können entweder der Frühlings- oder der Herbstgeneralversammlung unterbreitet werden.
2. In die Befugnisse der Generalversammlung fallen:
 - Genehmigung der Generalversammlungsprotokolle;
 - Genehmigung der Verwaltung, der Jahresrechnung, des Budgets und Entlastung des Vorstandes;
 - Festsetzung der Beitragsgebühr und des Jahresbeitrages;
 - Wahl der Vorstandsmitglieder und des Präsidenten;
 - Wahl der Kontrollstelle;
 - Genehmigung der durch den kantonalen Vorstand vorgeschlagenen Delegierten in Organen des SBV sowie deren Stellvertreter;
 - Ernennung von Ehrenmitgliedern;
 - Bestätigung von Vorstandsbeschlüssen für Fälle, die die Statuten ausdrücklich vorsehen;
 - Beschlussfassung über Ausschluss von Mitgliedern;
 - Annahme von Reglementen und Richtlinien allgemeiner Art;
 - Beschlussfassung über Vorschläge des Vorstandes oder Anträge von Mitgliedern;
 - Änderung der Statuten;
 - Beschlussfassung über Auflösung und Auflösungsverfahren des WBV.

Art. 23

1. Der Vorstand besteht aus dem Präsidenten, zwei Vizepräsidenten und sechs Beisitzern. Er konstituiert sich selbst, mit Ausnahme des Präsidenten, der von der Generalversammlung gewählt wird.

2. Der Vorstand setzt sich wie folgt zusammen:

- 3 aus dem Oberwallis
- 3 aus dem Mittelwallis
- 3 aus dem Unterwallis

Dadurch sind die drei Kantonsteile gerecht vertreten.

3. In den kantonalen Vorstand des WBV sind nur aktive Unternehmer von Bauunternehmungen oder Personen, welche eine leitende Funktion in einer Mitgliedfirma ausüben, wählbar.

4. Die Vorstandsmitglieder werden für eine Periode von 4 Jahren gewählt. Sie sind wiederwählbar. Die Dauer des Mandates beträgt maximal 12 Jahre. Sofern ein Vorstandsmitglied während der Amtsperiode zum Präsidenten gewählt wird, so beträgt seine maximale Mandatsdauer 16 Jahre. Im Falle einer Vakanz findet die Wahl eines Ersatzmitgliedes an der nächsten Generalversammlung statt.

5. Die Mitglieder des Vorstandes und der Kommissionen sind gehalten, ihr Amt bei Erreichung der 65. Altersgrenze niederzulegen.

Art. 24

Unterschrift

Der Präsident oder ein Vizepräsident und der Generalsekretär oder sein Stellvertreter führen rechtskräftig Kollektivunterschrift zu zweien. Sofern der Präsident oder der Generalsekretär aus höherer Gewalt verhindert ist, wird dieser durch einen der Vizepräsidenten ersetzt.

Art. 25

Befugnisse

1. Der Vorstand ist das ausführende Organ des WBV. Für seine Aufgaben steht ihm ein Generalsekretär zur Verfügung.

2. Ihm fallen folgende Aufgaben zu:

- Durchführung der Beschlüsse der Generalversammlung,
- Erledigung von Geschäften, die nicht ausdrücklich in die Kompetenz der Generalversammlung fallen,
- Abschluss von Gesamtarbeitsverträgen,
- Abschluss aller Verträge mit sozialem Charakter unter Vorbehalt der Genehmigung durch die Generalversammlung,
- Einsetzen von Arbeitskommissionen,
- Jährliche Unterbreitung des Budgets und eines Verwaltungsberichtes an der Frühlingsgeneralversammlung,
- Bestimmung des Repräsentationsmodus des WBV gegenüber Dritten,
- Aussprechung von Sanktionen gemäss Art. 12,
- Behandlung der Aufnahmegesuche,

- Ernennung der Freimitglieder,
- Antrag über Streichung oder Ausschluss von Mitgliedern,
- Überwachung, dass jedes Mitglied die Bestimmungen der Statuten, die Reglemente, die Vereinbarungen und Gesamtarbeitsverträge einhält.

3. Der Präsident organisiert und leitet die Arbeit des Vorstandes. Er führt den Vorsitz der Generalversammlung.

4. Der Vorstand ernennt einen Generalsekretär oder eine Geschäftsleitung, deren Aufgaben durch ein Pflichtenheft festzulegen sind.

5. Neue Vorstandsmitglieder des WBV treten ihre Funktion am nachfolgenden Tag ihrer Ernennung an.

Art. 26

Sitzungen und
Beschlussfassungen

1. Der Vorstand versammelt sich so oft es die Geschäfte erfordern, mindestens sechs mal im Jahr.

2. Der Präsident beruft den Vorstand entweder von sich aus oder auf Wunsch von zwei Vorstandsmitgliedern oder der Kontrollstelle ein.

3. Der Vorstand ist nur bei Anwesenheit von mindestens sechs Mitgliedern beschlussfähig. Bei Stimmengleichheit steht dem Präsidenten der Stichentscheid zu.

Art. 27

Regionalgruppen

1. Für die Realisierung gewisser Ziele des WBV können die Mitglieder Regionalgruppen organisieren.

2. Die Leitung dieser Regionalgruppen obliegt obligatorisch einem Vorstandsmitglied des WBV.

3. Das Sekretariat der Regionalgruppen wird durch das Sekretariat des WBV geführt.

4. Die Beschlüsse der Regionalgruppen dürfen auf alle Fälle nicht der Realisierung der Ziele des WBV und dessen Ausführungsbestimmungen und Richtlinien widersprechen.

Art. 28

Kontrollstelle

Die Kontrollstelle setzt sich aus zwei unter den Mitgliedern gewählten Rechnungsrevisoren und einem Treuhänder zusammen zur Prüfung der Jahresrechnung. Über diese und über die Bilanz hat die Kontrollstelle der Frühjahrsgeneralversammlung schriftlich Bericht und Antrag zu erstatten.

Schiedsgericht

Art. 29

1. Streitigkeiten unter Mitgliedern oder zwischen Verbandsorganen und Mitgliedern, die aus der Anwendung dieser Statuten sowie der gestützt auf diese erlassenen Reglemente, Vorschriften, Normen und Weisungen oder in Ausführung der Statuten abgeschlossenen Verträge entstehen, werden unter Ausschluss der ordentlichen Gerichte einem Schiedsgericht überwiesen. Das gleiche gilt für Einsprüche gegen die vom Vorstand ausgesprochenen Strafen, unter der Bedingung, dass diese bis zu Fr. 1000.— im voraus bezahlt worden sind.
2. Das Schiedsgericht besteht aus drei Mitgliedern. Der Präsident wird vom Präsidenten des Kantonsgerichts für eine Dauer von vier Jahren ernannt. Er ist wiederwählbar. Die beiden Beisitzer werden unter den Mitgliedern gewählt, der eine durch den Kläger und der andere durch den Beklagten.
3. Bezeichnet eine Partei ihren Beisitzer nicht innert der ihr zu diesem Zweck vom Präsidenten des Schiedsgerichtes festgesetzten Frist, so hat der Präsident des Kantonsgerichts die Bezeichnung vorzunehmen (Art. 364 der Walliser Zivilprozessordnung). Die Parteien können auch beidseitig auf die Bezeichnung von Schiedsrichtern verzichten und die Aburteilung ihrer Streitsache dem Präsidenten als Einzelrichter überlassen.
4. Gerichtsstand ist Sitten.
5. Das Schiedsgericht entscheidet in jedem einzelnen Fall über das anzuwendende Verfahren. Es kann auf keinen Fall das Anhören der Parteien verweigern. In der Regel leitet es zunächst einen Vermittlungsversuch ein. Die Urteile des Schiedsgerichtes sind endgültig.
6. Der Sitz des Schiedsgerichtes befindet sich am Wohnsitz seines Präsidenten.
7. Das Schiedsgericht kann folgende Strafen aussprechen:
 - Verweis;
 - Busse bis Fr. 10'000.—.
8. Erweist sich die Klage als verwegend, so können die gleichen Massnahmen gegenüber dem Kläger getroffen werden.
9. Die Bussen sind an die Kasse des WBV zu entrichten. Ausnahmsweise können sie zur Schadlosehaltung der durch das Vorgehen des oder der Schuldigen Geschädigten verwendet werden.
10. Das Schiedsgericht kann sich auch über den Ausschluss gemäss Art. 13 aussprechen.

11. Klagen, Beschwerden oder Rekurse sind innert 30 Tagen einzureichen. Sie verjährnen jedoch mit Ablauf von einem Jahr seitdem die in ihren Rechten Verletzten oder Bedrohten von Klagen-, Beschwerde- oder Rekursgrund Kenntnis erhalten haben oder erhalten haben müssen. Vorbehalten sind Vorschriften zwingenden Rechtes, die eine längere Frist vorsehen.

Auflösung

Art. 30

1. Ausser den von Gesetz vorgesehenen Fällen, kann der WBV nur bei Zweidrittel der Mehrheit aller anwesenden Mitglieder anlässlich einer speziellen hierzu einberufenen Generalversammlung aufgelöst werden.
2. Nach Ablauf der Frist von drei Jahren wird das Nettovermögen des WBV unter den Mitgliedern im Verhältnis zu den während den letzten zehn Jahren des Bestehens des WBV bezahlten Beiträgen verteilt.

Inkrafttreten

Art. 31

Die vorliegenden Statuten sind von der Generalversammlung des WBV vom 4. Oktober 2002 angenommen worden.

Sie treten am 4. Oktober 2002 in Kraft und ersetzen die Statuten vom 10. Oktober 1982, abgeändert am 29. November 1985, 8. November 1991 und 6. November 1993.

Art. 32

Gemäss Art. 34.2.8. der Statuten des Schweizerischen Baumeisterverbandes sind die vorliegenden Statuten am 11. Dezember 2002 durch den Zentralvorstand des Schweizerischen Baumeisterverbandes genehmigt worden.

WALLISER BAUMEISTERVERBAND

Charly SIERRO

Präsident

Serge METRAILLER

Generalsekretär

SCHWEIZERISCHER BAUMEISTERVERBAND

Heinz PLETSCHER

Zentralpräsident

Daniel LEHMANN

Direktor

Die französische Fassung ist massgebend.